COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruction de la IVéme Internationale.

samedi 7 avril 1979 — N° ~~16~~ 17 — PRIX : ANTILLES 1,50F FRANCE 2F

Editorial

LE TEMPS DES PITRERIES

La semaine écoulée a vu, selon les commentateurs politiques un pas de plus dans le refroidissement des relations entre les différents partis de la majorité gouvernementale. Ainsi, on a pu voir et entendre Chirac s'opposer à Giscard et à Barre et ces derniers intervenir à mots plus ou moins couverts contre le chef du RPR !

Les hommes au pouvoir ou ceux qui aspirent à y être s'agitent en raison inverse de leur capacité à régler les problèmes qui concernent la grande majorité de la population. Et en ce moment ils s'agitent beaucoup.

Ce qui les fait bouger c'est la mesquine course aux postes et aux honneurs. Tout leur cinéma n'a rien à voir avec le souci de régler les problèmes qui touchent gravement la population. Et pourtant ces messieurs se targuent d'être les dirigeants et les responsables des affaires qu'ils disent «publiques».

Alors que tout ce qui motive leurs moindres gestes est d'ordre purement privé.

En bons politiciens bourgeois, ils sont dressés à considérer que ce qui est privé peut être confondu avec ce qui est public. «Intérêt général» c'est une expression qui a toujours servi à camoufler l'«intérêt du capital» !

Mais les déclarations et tout le cirque politicien qui se déroulent autour des personnages comme Barre, Chirac et autres n'amusent personne.

La grande majorité des travailleurs des Antilles, tout comme ceux de France, savent à quoi s'en tenir sur ces hommes politiques et leur verbiage inepte et ininterrompu.

Ce qui préoccupe réellement les travailleurs, c'est de faire face aux problèmes créés par la crise.

Aux bas salaires, aux difficultés de trouver des emplois sur place ou même en France s'ajoutent des licenciements qui touchent tous les secteurs de l'économie.

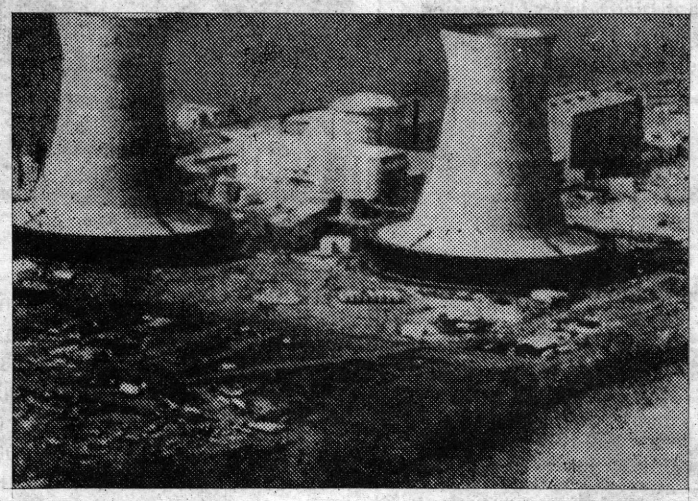
Après le bâtiment, c'est la métallurgie. C'est aussi les services publics dont les effectifs n'augmentent plus alors que la quantité de travail à fournir croît, elle, démesurément.

C'est pratiquement l'arrêt des titularisations dans les emplois patronnés par l'Etat.

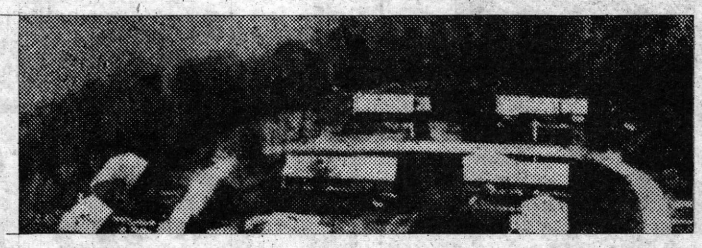
Les travailleurs ne sont pas dupes des jeux des politiciens. Beaucoup d'entre nous sont conscients de leur affairisme vain et parasite.

Mais à trop faire les pitres et à vouloir amuser la galerie, les hommes de la bourgeoisie risquent bien d'accélérer le moment où nous prendrons tous conscience qu'il faut se passer d'eux.

LE DANGER CE N'EST PAS L'ENERGIE NUCLEAIRE MAIS



CEUX QUI EN TIRENT PROFIT



La chance a été du côté de la population de la région de Middleton aux Etats-Unis. L'alerte déclenchée par la panne de la Centrale Nucléaire de Three Mile Island s'est achevée sans qu'on ait eu à déplorer ni perte en vies humaines ni catastrophe d'aucune sorte.

Mais c'est bien la «chance», et tout ce que cela comporte et signifie qui a joué du bon côté.

Cela signifie en particulier que personne ne savait ni ce qui avait causé cette panne, ni a fortiori comment la réparer.

Et ce fut frappant de voir à quel point les autorités américaines se sont senties complètement désarmées devant l'accident. Ne pouvant que répéter aux gens de garder leur calme, de ne pas s'affoler...

Il y aurait eu une bulle de gaz dans le cœur de la centrale. Comment s'est-elle formée, pourquoi s'est-elle résorbée ? Mystère. Le système de refroidissement de la Centrale s'est remis en marche et tout le monde — les autorités comme la population de la région — a poussé un grand «ouf» de soulagement.

Mais cet accident relance la discussion autour du danger que représente la construction des centrales nucléaires. L'accident de Middleton pose de façon grave et abrupte une question qui mobilise une grande partie de l'opinion mondiale. Et cela à juste titre, car étant donné le mode de fonctionnement de ces centrales, c'est une grande part de notre avenir d'êtres humains qui peut demain se trouver hypothéquée par les erreurs commises dans ce domaine. Et ce sont des dangers immédiats qui menacent — comme à Middleton — ceux qui côtoient des centrales.

Il faut savoir que les centrales nucléaires fonctionnent en utilisant l'énergie atomique. Cette énergie au lieu d'être brutalement libérée dans une formidable explosion — comme c'est le cas avec les bombes atomiques — est domestiquée et contrôlée pour donner de la chaleur qui elle-même peut être transformée en électricité.

Mais le fonctionnement de telles centrales comportant un cœur extrêmement radio-actif et produisant des déchets tout aussi dangereux, comporte des risques qu'on évalue très mal à l'heure actuelle.

En particulier les déchets produits peuvent pour certains rester radio-actifs — et donc détruire des êtres vivants, plantes ou animaux — pendant des centaines, voire des milliers d'années.

Pourtant les responsables des différents Etats qui ont choisi de lancer et répandre le nucléaire ont froidement accepté de faire courir ces risques à toute la planète. Ils ont choisi de faire courir des risques aux travailleurs de ces centrales, puis aux populations qui vivent — le plus souvent — non loin de ces centrales, et enfin à tous en stockant un peu au hasard des déchets atomiques — notamment au fond des mers.

Ces risques il les font courir à tous car la construction des centrales nucléaires c'est la nouvelle «ruée vers l'or» des temps actuels. Après l'or, après les conquêtes coloniales, après la ruée vers les puits de pétrole, le nucléaire constitue le nouveau pactole où les maîtres financiers de la planète viennent étancher leur soif de profit.

A toutes les époques de l'histoire du capitalisme, ces mêmes profiteurs ont fait courir des risques à l'homme pour remplir les coffres-forts des banques.

Suite page 2

GUADELOUPE

Grève des étudiants contre l'insécurité

Depuis le 30 Mars, les étudiants du Campus Universitaire de Fouillole sont en grève. Ils protestent contre l'état d'abandon dans lequel est laissé le Campus : pas d'éclairage, pas de gardiens, pas de téléphone à l'UER Sciences (comment avertir en cas de danger ?), absence d'extincteurs et état défectueux des bouches d'incendie.

Le Campus étant ainsi plongé dans l'obscurité, à partir de 19h, l'insécurité règne : trois étudiantes ont été attaquées ces derniers temps.

A l'appel de leurs syndicats ADEDG et AGESA, les étudiants sont passés à l'action vendredi 30, en séquestrant le directeur de l'UER Sciences, le directeur du CROUS et le secrétaire de l'université. Au cours d'une assemblée générale, il fut décidé une grève illimitée jusqu'à satisfaction des revendications suivantes : éclairage convenable du campus, nettoyage de celui-ci, création de postes de gardiens et de jardiniers, mise en état du téléphone à l'UER Sciences, respect de toutes les normes de sécurité.

Mardi 3 Avril, les grévistes ont occupé la chancellerie de l'université, puis l'ont évacuée après une intervention de la police. Une table ronde devait se tenir jeudi 5, avec le préfet et les directeurs des différents services, pour tenter de trouver une solution.

LYCEE DE TRINITE : L'ADMINISTRATION A RECULE!

La réouverture du lycée et du LEP de Trinité a eu lieu le lundi 2 Avril sans réinscription ni sanctions, comme le demandaient les élèves ainsi que certains parents et professeurs de la Cité Scolaire. Il s'agit donc là d'un recul très net des autorités administratives et du Rectorat, dont le but était par le biais de la réinscription, de se débarrasser de ceux que l'on qualifiait de «meneurs», c'est-à-dire en réalité des élèves les plus décidés.

Il faut dire que loin d'abattre les élèves, la fermeture avait suscité un tollé de protestations dans le monde enseignant. Cela avait culminé en une manifestation le 23 Mars. Mais l'agitation n'avait pas cessé la semaine suivante. Au contraire, dans les derniers jours de Mars, les lycéens de Fort-de-France s'étaient mis en grève de solidarité avec Trinité et avaient manifesté eux aussi. Au Marin, le LEP lui aussi s'était mobilisé, et l'administration risquait de se retrouver avec une grève générale des lycées et des LEP.

Cela n'est sans doute pas étranger à la décision de réouverture du lycée et du LEP prise à la fin de la semaine dernière. Mais pour en arriver là, il aura fallu que les élèves se mobilisent et se battent contre une administration rétrograde et bornée, qui ne conçoit le dialogue avec les élèves que sous l'angle de la répression.

Maintenant, si le lycée a réouvert, il reste que les problèmes sont loin d'être résolus, et notamment le problème principal, celui des rapports entre certains professeurs français et leurs élèves.

LE NUCLEAIRE

(suite de la page 1)

Mais aujourd'hui — dans la mesure où il s'agit d'un domaine où sont manipulées des énergies infiniment plus considérables, et au fonctionnement beaucoup moins connu, que dans les cas précédents du charbon ou du pétrole — les risques sont aussi infiniment plus grands.

Mais ce n'est pas l'énergie nucléaire elle-même qui est en cause. La technique n'est pas responsable des décisions prises par les dirigeants de cette société.

Que ceux-ci décident de multiplier des centrales nucléaires dans le monde entier avant d'avoir maîtrisé complètement les techniques qui y sont afférentes et sans prendre toutes les précautions qui mettraient les hommes à l'abri des risques — et au moins des plus graves — est une caractéristique de la société capitaliste. Les décisions ne sont pas prises dans une telle société en fonction des intérêts généraux de l'humanité, mais bien pour satisfaire la volonté d'accumuler des profits d'une minorité qui contrôle les affaires du monde entier.

Non, ce n'est pas l'énergie atomique qu'il faut rejeter; mais cette société sénescente qui la laisse manipuler dangereusement par des mains avides.

Ce n'est pas la technique nouvelle du nucléaire qui représente le plus grand risque pour notre planète, mais bien la classe minoritaire qui prospère encore sur l'exploitation, la misère et les déboires du plus grand nombre.

Georges RASSAMY

POINTE-A-PITRE

DDASS : LA COLERE GRONDE

La grève des employés de la DDASS fut bien suivie. Lundi matin, premier jour de la grève, l'ensemble des employés de la Grande-Terre (assistantes sociales, puéricultrices, infirmières, chauffeurs...) se rendirent à la direction de Basse-Terre où se trouve Mme Pilachon, la directrice de cet organisme. Et pendant toute la journée jusque vers 17 heures ils la retinrent dans son bureau.

Devant la détermination des travailleurs elle fut bien obligée de reconnaître les faits qu'on lui reproche, en particulier son arrogance, et aussi de céder aux revendications des employés.

En effet, Mme Pilachon reconnut que ses paroles ont quelquefois dépassé ses pensées. Est-elle donc irresponsable ? En ce qui concerne les revendications, les employés réclamaient :

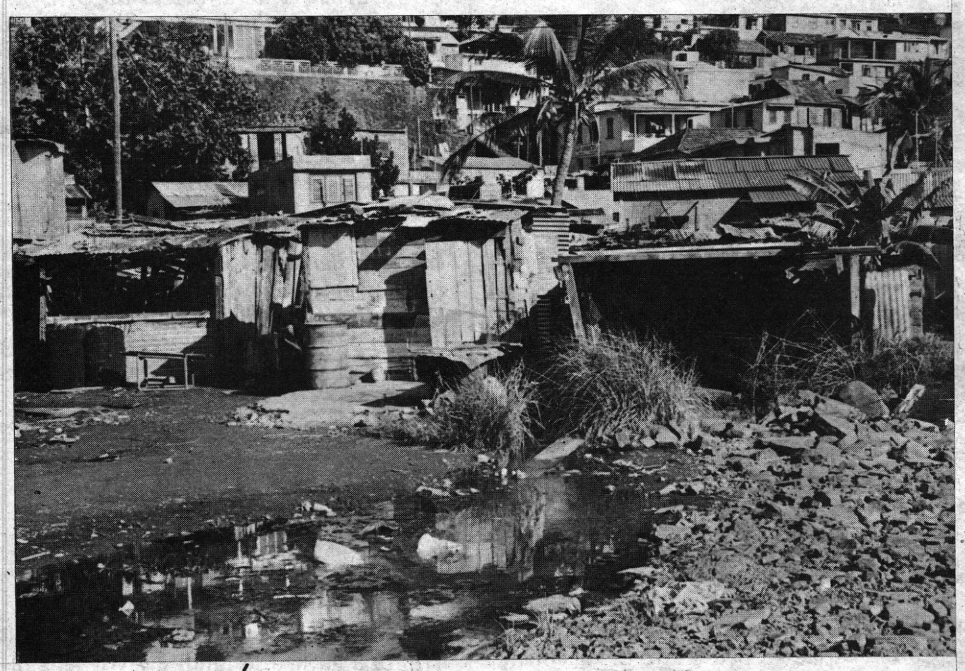
— La titularisation d'une vingtaine d'agents de la désinsectisation dont certains ont plus de dix ans d'ancienneté. Pilachon rétorqua que cela ne relevait pas de sa compétence mais de celle du Ministère. Alors un télex fut tout de suite rédigé et expédié au ministre de la Santé.

— Le départ d'ALMODOVAR, personnage qui — on ne sait trop pourquoi ni comment — règne en maître sur le service de comptabilité de la DDASS...

A l'heure où nous écrivons Pilachon semble prête à céder aux revendications des travailleurs. Mais ceux-ci restent vigilants. Car connaissant bien «leur» directrice, ils savent bien qu'elle peut toujours essayer de renier ses engagements.

BASSE-TERRE

LA DESINSECTISATION : DES GESTES POUR LA GALERIE



Tant que cela existera, les pulvérisations ne changeront pas grand chose !

Depuis près de trois semaines, une campagne de désinsectisation est en cours. Cette opération a déjà concerné plusieurs communes de la Guadeloupe, ainsi que l'agglomération pointoise. Et il est bien certain que mouches, ravets et moustiques constituent dans ce pays un véritable fléau et un danger permanent pour la santé des populations. C'est donc une fort bonne chose qu'une action soit tentée pour éradiquer toutes ces espèces nuisibles.

Encore faut-il qu'il existe de la part des services préfectoraux, de la D.A.S.S., une volonté réelle de débarrasser notre environnement de ces nuisances. Encore faut-il que de telles actions soient menées de manière responsable et que la population qui est la première concernée, soit informée complètement et honnêtement.

Or la caractéristique de toutes les actions du même type menées par la D.A.S.S. c'est qu'elles sont une parfaite illustration du mépris et de l'attitude condescendante que ceux qui dirigent éprouvent vis-à-vis de la population.

Tout d'abord il est pratiquement impossible, nous en avons fait l'expérience, pour un habitant de savoir quels sont les responsables de cette opération, quel est ce produit qui est déversé chaque jour par un hélicoptère, en quantité industrielle et pratiquement sur le toît des logements, et pas seulement le nom du produit, mais son degré de toxicité réel, etc...

Il est clair que pour la D.A.S.S. informer la population se limite à faire passer un ou deux communiqués sur les ondes de FR3 avertissant que cette campagne aura lieu, recommandant aux apiculteurs de couvrir leurs ruches et affirmant que «le produit n'est pas toxique».

Or quelle preuve avons-nous que ce produit ne présente pas des inconvénients sérieux notamment pour les gens sujets à des affections pulmonaires ?

Par ailleurs et même indépendamment de l'organisme humain, de tels produits sont forcément toxiques pour bien des espèces d'insectes non nuisibles et même utiles : papillons, coléoptères divers, abeilles et bien d'autres. Et la destruction indistincte, sauvage, de toutes ces espèces est une cause grave de perturbation des équilibres biologiques qui sont déjà tellement malmenés ici, en Guadeloupe.

C'est cette raison-là : la sauvegarde d'équilibres indispensables en dernière analyse à notre vie à nous êtres humains, qui a amené à interdire dans le passé la pulvérisation de D.D.T., et qui conduit encore aujourd'hui, dans les pays riches, à ne plus utiliser les produits tels «le dibrome» qui ont remplacé le D.D.T.

Notons enfin que sans assèchement, ou tout au moins traitement, de toutes les eaux croupissantes qui existent en Guadeloupe, et surtout sans une participation active de la population (et sans information réelle il n'y aura jamais participation réelle), de telles campagnes de désinsectisation sont condamnées à rester ce qu'elles sont : des gestes pour la galerie sans efficacité réelle, durable. Des gestes plus dangereux que bénéfiques.

GUADELOUPE

ELECTIONS AU CONSEIL GENERAL ...

...à la soupe !

Brouhaha indescriptible, grogne des uns et des autres, grincements de dents, c'est dans une telle ambiance que se sont déroulées jeudi dernier les élections à la présidence du Conseil Général et aux différentes commissions.

Bernier, maire de St-François, un des principaux dirigeants du MSDG (Mouvement Socialiste Départementaliste de la Guadeloupe) a battu Dagonia le président sortant. Au niveau des différentes commissions on assista aussi à quelques changements.

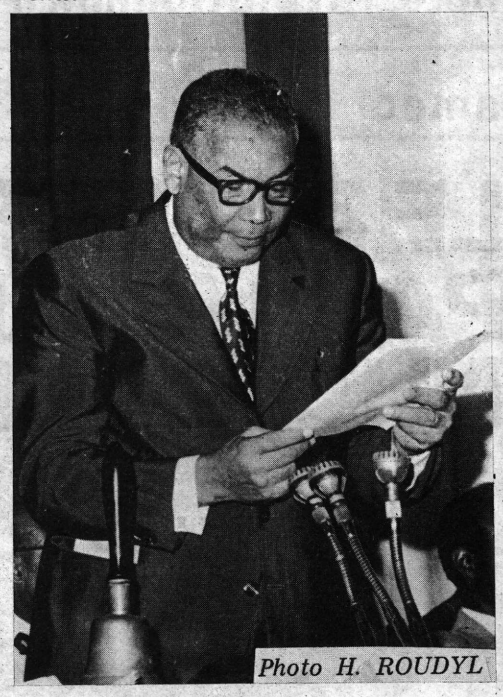


Photo H. ROUDYL

Lucien BERNIER

Ces élections ont surtout donné lieu à bon nombre de magouilles des uns et des autres. Car pour nos «honorables» conseillers généraux l'enjeu était de taille. Et s'ils n'en sont pas venus aux mains, comme cela s'est déjà produit dans le passé, ils n'ont cependant pas hésité à utiliser coups bas et manœuvres multiples pour permettre l'élection d'un candidat plutôt qu'un autre.

Mais pourquoi les élections de jeudi ont-elles déchaîné tant de passions et de convoitises chez certains ?

En fait, pour tous ces politiciens, être président d'une commission c'est la garantie d'un meilleur accès aux fonds publics. C'est une question importante pour des gens qui font promesses sur promesses à leur clientèle électorale. Ils ont besoin d'avoir l'accès le plus large à la mangeoire gouvernementale. D'abord pour bénéficier, pour leur commune, de la meilleure part possible du budget. (La plupart d'entre eux sont en effet à la tête d'une municipalité.) Ensuite pour avoir, à travers les postes occupés, la possibilité de distribuer des «faveurs» à leurs partisans.

Tous les conseillers généraux sont respectueux des règles du système capitaliste. Ni la droite, ni la gauche ne feront jamais appel à la mobilisation populaire si leur budget est insuffisant pour répondre aux besoins collectifs de la population. Par contre comme ils doivent répondre à ces besoins, au moins en partie, ils se débrouillent, et magouillent pour avoir les meilleures positions possibles dans les rouages de l'appareil colonial.

Comme on le voit, ces préoccupations et ces démêlés au Conseil Général n'ont pas grand-chose à voir avec les questions touchant la condition des travailleurs.

UNE FEMME DE TROP !

Actuellement, le Conseil Général de Guadeloupe ne compte qu'une femme dans ses rangs, Me Michaux-Chevry. Depuis l'élection de Dagonia au poste de sénateur, elle assumait la présidence de l'assemblée locale. Un tel rôle, de par la nature même de l'institution, a certes ses limites; mais elle ne l'a exercé, tous comptes faits, ni mieux, ni plus mal qu'un autre.

Pour la course à la présidence, la semaine dernière, elle a été carrément écartée : d'abord par son propre parti, qui a représenté Dagonia, en dépit de ses précédentes déclarations. Mais sans doute avec l'assentiment des «partenaires», notamment de la gauche. Ainsi, la seule femme qui se trouvait à un poste de responsabilité s'en trouve désormais exclue. Dans un pays où le mépris à l'égard des femmes est monnaie courante, quels que soient les milieux politiques, cela méritait d'être souligné.

CINEMA

"BLACK JOY"

Sur un fond de musique reggae se détachent les paysages mornes et sordides des quartiers londoniens : il y fait froid, l'individu isolé se sent perdu, la seule valeur qui y a cours est l'argent, et celui qui ne sait pas se débrouiller est rejeté impitoyablement. Telle est la loi de la jungle des grandes villes.

Dans cette jungle, les émigrés antillais, qui débarquent de plus en plus nombreux dans la capitale britannique, doivent se creuser un trou, se trouver une place et tâcher de la tenir. Venus de toutes les îles anglophones de la Caraïbe, ainsi que de la Guyane, ils doivent chercher à s'intégrer au milieu austère et dur que représente le Londres des pauvres et des travailleurs émigrés.

Un jeune Guyanais, venu tout droit de sa campagne natale, naïf et embarrassé, débarque un jour dans la capitale. Il est venu lui aussi pour y trouver du travail. Mais son inexpérience et sa naïveté vont lui jouer de mauvais tours. Bientôt délesté de son argent par un petit voleur à la tire (lui-même Antillais), confronté sans ménagement à l'hostilité ouverte ou subtile, et au racisme, de certains Londoniens, notre héros va toucher le fond du désespoir. Dans sa solitude cependant, il commencera à tirer leçon des évènements et à perdre de son innocence et de sa confiance naturelles pour s'adapter aux exigences de la grande ville.

Il va se raccrocher au milieu antillais, ou plutôt à une frange bien spéciale de celui-ci : le milieu des proxénètes et des prostituées, des joueurs et des parieurs, de ceux qui traitent d'affaires louches dans des arrières-salles enfumées, le tout baignant dans des airs de musique antillaise à la mode. Il est rapidement pris en main par un jeune Jamaïcain, mi-truand, mi-pauvre type, qui l'entraîne dans ce milieu où l'argent se gagne et se perd tout aussi vite et tout aussi facilement. Là il commence l'apprentissage de la débrouillardise, c'est-à-dire qu'il apprend comment rouler son prochain avant qu'il ne vous roule. Bientôt l'élève va dépasser son maître, et le film se terminera sur l'image bien conventionnelle du héros qui a «réussi» avec tous les symboles d'une ascension sociale rapide; la belle voiture, l'argent, les filles.

Le film est intéressant, par le sujet qu'il traite, par la finesse avec laquelle l'auteur a su dépeindre les caractères et les individus, par le milieu particulier dans lequel les personnages évoluent, et par le jeu très expressif des acteurs.

Mais on reste cependant un peu sur sa faim, car le milieu des émigrés ainsi décrit reste après tout bien marginal dans la réalité, et l'on aurait peut-être souhaité que l'auteur se penche plus longuement sur la vie des travailleurs émigrés qui constituent quand même l'essentiel de l'émigration antillaise dans les «métropoles».

Cette réserve étant faite, ne manquez pas cependant d'aller voir «Black Joy» !

GUADELOUPE

Au collège De Kermadec les élèves et professeurs en ont assez !

Vendredi 30 Mars, les élèves et les professeurs du collège De Kermadec ont fait 24 heures de grève pour protester contre les mauvaises conditions de travail qui s'aggravent chaque année. Cette journée de grève fut l'occasion pour eux de manifester leur mécontentement dans les rues de Pointe-à-Pitre. Une manifestation dynamique, regroupant la majorité des élèves et des professeurs et quelques parents d'élèves, s'est rendue au Vice-Rectorat puis à la mairie de Pointe-à-Pitre, où le maire les assura de son soutien.

Sur de nombreuses banderoles et pancartes, on pouvait lire les revendications suivantes :

- des salles moins exiguës;
- des salles spécialisées;
- du matériel et du personnel en nombre suffisant.

Les manifestants dénonçaient aussi le bruit infernal qui perturbe les cours, bruit venant d'une part de l'usine Darboussier et d'autre part de la station de cars qui se situe devant le collège.

Depuis trois ans, le collège De Kermadec est en voie de nationalisation. Jusqu'ici il n'a pas encore été pris en charge officiellement par l'Etat. Ceci explique son retard sur le plan de son équipement et l'insuffisance du personnel d'encadrement (conseillers d'éducation...). L'administration veut faire porter à la municipalité de Pointe-à-Pitre la responsabilité de la situation. Mais les parents d'élèves, les élèves et les professeurs entendent bien faire bouger les véritables responsables de cette situation. Et c'est bien en faisant entendre leur colère qu'ils y parviendront.



~ ECHOS DES ENTREPRISES ~

****

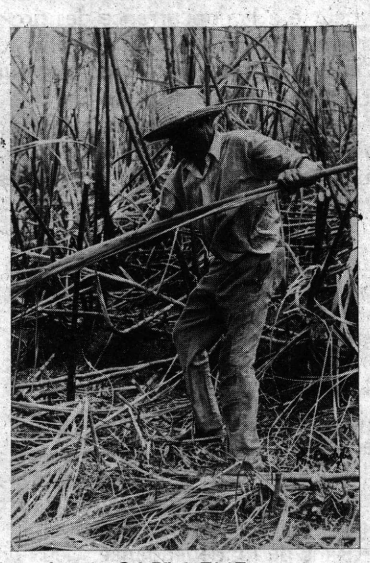
GUADELOUPE

ECHOS DE LA RECOLTE.

Dans les champs les capitalistes des usines à sucre organisent la coupe de façon à faire réaliser le maximum de travail par chaque travailleur dans un minimum de temps.

De plus, il y a une pression permanente pour licencier des travailleurs et les remplacer par des machines.

C'est ce que mettent en évidence des extraits du bulletin COMBAT OUVRIER distribué dans les «habitations» de la région de Sainte-Rose Lamentin.



Extraits de SAB' LEVE

LES CHEFS AUGMENTENT LA TACHE A PETITES DOSES... REGULIEREMENT.

Dans les champs, les capitalistes de la canne par l'intermédiaire de leurs petits chefs, les inspecteurs de la coupe, cherchent à systématiser de plus en plus la coupe à la surface.

En effet, ces petits chefs visent un double objectif :

- *d'une part réduire le nombre d'ouvriers dans les champs;*
- *d'autre part augmenter le nombre d'heures-machine dans les champs.*

En nous faisant faire la coupe à la surface ces petits chefs augmentent aussi la longueur des rangs à 110 m. Comme on le voit, les patrons sont toujours gagnants. Le travail à la tâche ne favorise en rien les ouvriers agricoles. Il doit être aboli.

LES MACHINES NE DOIVENT PAS NOUS METTRE AU CHOMAGE.

« Dans la canne les capitalistes de la S.A.G. cherchent de plus en plus à mécaniser la coupe. C'est ainsi que la semaine dernière dans la région de Sainte-Rose à Sibert CAZO, les capitalistes ont voulu introduire une machine supplémentaire pour couper la canne. Ceci a soulevé notre colère. Nous avons réagi énergiquement et obligé les capitalistes à rentrer leur machine.

Les capitalistes de la S.A.G. ont déjà mécanisé la coupe à plus de 50%. Cela a entraîné des licenciements massifs.»

Tant que rien d'autre ne leur est proposé pour gagner leur vie, les travailleurs agricoles n'ont aucune raison d'accepter d'être mis à la porte pour être remplacés par des machines. Le progrès c'est bien, mais cela ne doit pas se faire sur le dos des travailleurs.

MARTINIQUE

SECURITE SOCIALE AU CENTRE DU LAMENTIN : UN CHEF A L'ESPRIT ENCOMBRE.

Dans une note de service, à l'attention des agents, parue le 1er Mars, le chef de centre prend prétexte de nos différentes communications téléphoniques pour expliquer l'encombrement des lignes.

Dorénavant, la standardiste devra consigner :

- *le n° demandé*
- *le n° du poste demandeur*
- *le nom de l'agent demandeur*
- *le nom du cadre qui a autorisé la communication*
- *le nom de la personne demandé.*

Rien que ça !

Comme on le voit le chef de centre qui veut lutter contre l'encombrement a magistralement atteint son but !

Désormais, la standardiste prendra beaucoup plus de temps pour passer une communication.

Réellement, les solutions policières et mesquines sont toujours rétrogrades.

GUADELOUPE :

SOFROI : LE PARKING C'EST UNE POUBELLE.

L 'entrée de la SOFROI ressemble de plus en plus à une poubelle. Cartons, papiers traînent parfois durant plus d'une semaine. Quant à la poussière soulevée par le vent, elle asphyxie tout le monde.

Ajouté à cela, l'état délabré de certains chariots qui avancent de côté ou pas du tout. Cela fait presque miséreux !

On aurait presque envie de donner quelques sous à Rimbault pour qu'il s'occupe correctement du nettoyage du parking !

Mais vous n'y êtes pas ! La SOFROI a de l'argent puisqu'elle agrandit et construit d'autres locaux et entretient les anciens. Mais nos conditions de travail la direction s'en fiche !

Nous avons reçu du «Comité des Sans Travail» cet appel que nous publions volontiers :

APPEL DU COMITE DES «SANS TRAVAIL»

90 000 «sans travail» en Martinique : en majorité des jeunes et des femmes.

POURQUOI ?

- *Parce que l'Economie martiniquaise est en faillite.*
- *Parce qu'on ne nous propose qu'une formation au rabais.*
- *Parce qu'à qualification égale, les emplois sont occupés prioritairement par des Français.*

La seule perspective qui nous est offerte c'est : L'EMIGRATION FORCEE.

Nous ne pouvons accepter indéfiniment cette situation.

La seule solution c'est : LA LUTTE.

Nous devons nous organiser pour entreprendre la lutte contre les responsables de la faillite de l'Economie martiniquaise.

Toi qui ne trouves pas de travail dans ton pays,

Rejoins-nous pour défendre notre DROIT AU TRAVAIL. Unis nous serons plus forts pour faire entendre notre voix.

NON A LA MISERE COLONIALE
NON A L'EMIGRATION
DU TRAVAIL SUR PLACE
PRIORITE D'EMBAUCHE AUX ANTILLAIS.

Réunion Mardi 10 Avril 17 heures (Maison des Syndicats).

Contacter TREBAUD Max.

Le Comité des «Sans Travail»

FORT-DE-FRANCE

HOSPICE : LE 4EME ETAGE FEMME INFERNAL !

Nous sommes 3 ASH dans ce service. Quand l'un d'entre nous a une récupération, il ne reste plus dans le service qu'un seul agent de 7h à 11h. Ce qui veut dire que cette personne doit s'occuper du linge sale, de la toilette des grabataires, qu'elle doit soulever seule les malades, aller chercher le petit déjeûner, etc...

LES MICROBES ONT LA VIE BELLE.

La responsable de service ne met pas de gants à notre disposition ni pour la vaisselle, ni pour les toilettes. L'alcool et le mercryl sont plutôt rares.

Dans ces conditions comment voulez-vous travailler de manière correcte ?

Nous ne souhaitons pas favoriser la multiplication des germes dans le service.

Alors qu'on nous donne de quoi travailler !

GUADELOUPE – COMMERCE

NOUVELLES GALERIES : IL N'Y A PAS DE PETITS PROFITS.

Le patron ne manque vraiment pas de culot ! Dans une circulaire affichée avant la mi-carême, il nous annonce que le magasin serait fermé jeudi après-midi (comme tous les grands magasins, services et bureaux soit dit en passant).

Quelques lignes plus bas, il nous informe que l'inventaire trimestriel sera fait le samedi après-midi et le lundi matin de la semaine suivante... en récupération du jeudi de la mi-carême férié.

Belle hypocrisie pour gagner quelque argent en plus sur notre dos !

GUADELOUPE BATIMENT

LICENCIEMENTS A SATOM.

Depuis le début du mois de mars, sur le chantier de SATOM à Ducos, plus d'une quinzaine d'ouvriers ont été mis à la porte, le chantier tirant sur sa fin.

La direction de SATOM se prépare d'ailleurs à licencier un plus grand nombre d'entre nous. Avec mépris et arrogance, le patron met donc au chômage des travailleurs. Et ce sont des dizaines de familles qui seront dans la misère, privées de la possibilité de vivre décemment.

Il est bien temps que nous nous battions vraiment pour interdire tout licenciement !



LAISSERONS-NOUS A LAROUGERY LES MAINS LIBRES POUR LICENCIER ?

M. Larougery licencie sur ses chantiers quand il veut. Et il ne respecte même pas la législation en vigueur car il licencie sans préavis ni indemnité.

C'est ainsi, que deux ouvriers sur le chantier de St-ESPRIT se sont trouvés à la porte du jour au lendemain dans la semaine du 5 au 9 Mars.

Ce patron prive des ouvriers de leur gagne-pain de façon criminelle. Si Larougery s'était déjà trouvé devant notre détermination et notre colère, il ne se sentirait pas si à l'aise pour frapper les travailleurs. Nous avons si nous le voulons la possibilité de faire reculer Larougery.

PEUT - ON DEVELOPPER L'ECONOMIE DES ANTILLES ?

Dans son numéro du Jeudi 29 Mars, France-Antilles présente sous la plume de M. Pascal Pourny, un article sur «la renaissance d'une industrie» en Guadeloupe.

Il s'agit de la création d'une tannerie moderne — la seule de l'île — par Monsieur D'Huy.

Mais cette nouvelle entreprise est à peine née qu'elle suscite déjà des inquiétudes chez son propriétaire. M. D'Huy se plaint en ces termes : «Je ne peux pas me battre seul, il faut que d'autres prennent leurs responsabilités. Il y a sans doute une cinquantaine d'emplois à créer en aval de la tannerie pour la fabrication d'articles en cuir. Mais cet effort ne m'incombe pas».

En somme, voilà un monsieur qui a investi de l'argent dans la fabrication du cuir et qui est embêté de ne pas avoir autour de sa fabrique toute une équipe de fabricants qui produiraient eux des objets finis destinés au marché local ou régional. Ce serait évidemment, pour notre tanneur, une façon de laisser à ces autres fabricants le soin de faire face à la concurrence des produits importés.

Chaque création d'entreprise nouvelle dans les pays sous-développés que sont les Antilles provoque toujours des réactions identiques à celles du tanneur.

Et la presse, celle de la droite colonialiste comme celle de l'opposition, s'en fait l'écho.

Un réel problème se pose donc : une industrialisation même légère, est-elle possible dans un pays sous-développé et dominé par une grande puissance impérialiste ? Le développement économique a-t-il des chances de devenir une réalité dans ces conditions ou dans d'autres ?

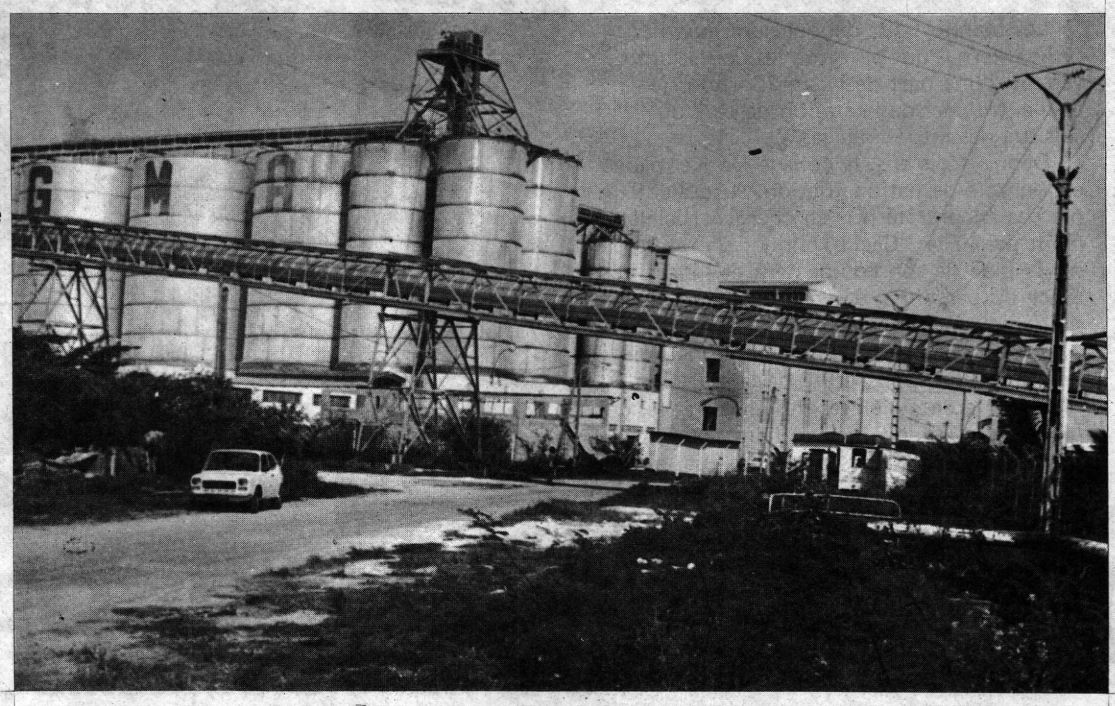
Et quelles sont ces conditions ?

Cela vaut la peine d'être débattu. D'abord pour faire pièce à une propagande officielle qui ne manque pas une occasion de présenter le pouvoir colonial comme l'artisan du développement économique des Antilles.

Ensuite, par opposition au courant nationaliste qui lui aussi aspire à «bâtir» une économie nationale développée.

Le rédacteur de l'article sur la tannerie — une fois n'est pas coutume — met le doigt sur le vrai problème. Il écrit :

«Eternel problème d'un pays où le tissu industriel est encore trop lâche et où tout



Quelques entreprises ne suffisent pas au développement économique.

est à créer en même temps. Une entreprise est une cellule vivante qui a besoin d'un milieu favorable avec lequel elle puisse procéder à des échanges...»

Pour une fois France-Antilles est bien obligé — hors des propos de propagande officielle — de dire que les Antilles sont des territoires sous-développés où «tout est à créer» ! !

Mais précisément il n'est pas possible, par une simple décision et même avec la meilleure volonté du monde, de créer ce «tissu industriel». Les pays développés ont un tel tissu industriel. Mais il a été sécrété, produit au cours de plusieurs siècles, et qui plus est au détriment du développement d'autres pays ou régions du monde. A notre époque où le monde est dominé par les grandes nations industrialisées, le «tissu» industriel ne se crée plus. Les pays qui sont sur ce plan retardataires, sont destinés à le rester jusqu'à la destruction finale du système de domination impérialiste. Et cela est vrai pour tous ces pays.

Les grands pays pas plus que les petits ne peuvent «s'industrialiser» ni se développer dans un monde hostile et dominé par de grands trusts impérialistes.

La simple création de petites entreprises locales se heurte à la concurrence des produits finis importés d'ailleurs. C'est ainsi que pour être réalisé, le souhait du tanneur en question devrait s'accompagner de la possibilité, pour les industriels locaux qui travailleraient son cuir, de fabriquer et de vendre leurs produits (chaussures, ceintures, sacs, etc...) MOINS CHER que ce qui est importé.

Ou alors il faudrait imposer à la population d'acheter la production locale, en taxant les produits importés ! Ce qui est une solution à combattre, car elle fait porter sur les couches pauvres, ouvriers ou paysans, le poids d'une prétendue «industrialisation».

Dans l'avenir, cette voie qui est recherchée par certains capitalistes locaux ne sera pas dédaignée par certains courants politiques partisans de l'indépendance. Ceux-ci annoncent déjà dans leurs écrits qu'ils sont favorables à la bourgeoisie nationale, par opposition à l'autre, impérialiste et colonialiste.

Pour notre part nous ne posons pas ainsi le problème. Nous croyons que les travailleurs, dans l'avenir, devront bâtir une société qu'ils dirigeront. Ils devront bien évidemment y organiser la production de la manière la plus rationnelle possible. Mais ils devront le faire uniquement dans le but de subvenir aux besoins les plus pressants et les plus indispensables de la population. Mais en aucun cas il ne saurait s'agir d'industrialiser, et pour cela d'ériger une protection douanière telle que la petite industrialisation qui serait possible se construise sur le dos des masses populaires.

La bourgeoisie locale et la petite bourgeoisie politisée — indépendantiste notamment — souffrent de ne pas avoir «leur» propre industrie, «leur» économie nationale, «leur» capital local, etc...

Pour les travailleurs le problème se pose autrement.

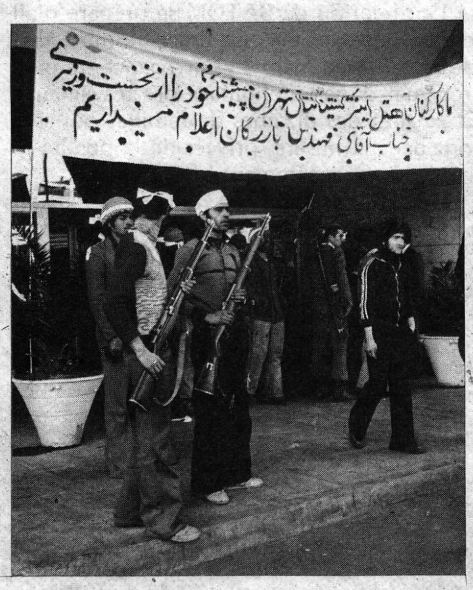
Il s'agira surtout pour les travailleurs des Antilles — après avoir chassé le pouvoir colonial et bâti leur propre Etat — d'organiser l'économie du pays de façon à satisfaire les besoins élémentaires de la population laborieuse, tout en supprimant radicalement les privilèges des riches.

Mais cela veut dire aussi que les transformations économiques radicales de la situation, ils ne les attendent pas des seules ressources de leur propre pays. Même exploitées au maximum, même avec les sacrifices les plus grands de la part des masses populaires, ces ressources ne permettront pas à l'économie de se développer. C'est-à-dire qu'elle ne rattrapera pas ni ne dépassera le niveau atteint sous le capitalisme par les pays industrialisés.

Un tel développement — ainsi qu'un bond économique sur toute la planète — les travailleurs des Antilles — comme de tout pays sous-développé ne pourront le réaliser qu'en appelant au renversement des puissances impérialistes. Cela ne sera possible qu'à la condition que les travailleurs — au cœur même des citadelles impérialistes — se dressent contre l'ordre bourgeois et le renversent.

Alors toutes les ressources de la planète pourront être mises en commun pour créer à l'échelle du globe une économie rationnellement organisée et planifiée.

IRAN : KHOMEINY PLÉBISCITÉ



Partisans armés de Khomeiny

Sans avoir encore les résultats officiels du référendum organisé, qui ne seront proclamés que dans une dizaine de jours, on peut cependant déjà dire que la République Islamique a été approuvée par une énorme majorité de OUI. La question posée, qui demandait l'approbation ou le refus de la République Islamique en remplacement de la monarchie du Shah, ne laissait guère la possibilité aux électeurs de l'opposition d'exprimer leur désaccord avec KHOMEINY sans avoir l'air de soutenir l'ancien régime.

Pour cette raison, l'opposition avait appelé à l'abstention. De même les Kurdes et les Turkmènes, minorités nationales opprimées. Ceux-ci viennent de subir une répression sévère des troupes et des partisans de KHOMEINY, pour avoir manifesté leur désir de prendre leur autonomie par rapport à l'Etat iranais centralisateur dont KHOMEINY se veut le continuateur. Mais si l'abstention a été considérable dans ces deux régions, Kurdistan et Turkmenistan, on n'en saura certainement pas le chiffre exact, car les opérations électorales n'étaient en réalité qu'un simulacre de démocratie.

Il n'empêche qu'une majorité d'Iraniens aura apporté son soutien enthousiaste au régime de KHOMEINY en déposant massivement leur bulletin OUI dans l'urne. La République Islamique dispose d'un consensus populaire considérable, bien que ses dirigeants entendent préserver avant tout l'ordre et les intérêts de la bourgeoisie iranienne contre toute atteinte des travailleurs et des masses pauvres de ce pays.

ITALIE : DISSOLUTION DU PARLEMENT

Après la chute du gouvernement démocrate-chrétien d'ANDREOTTI samedi 31 Mars, le Parlement italien vient d'être dissout, et de nouvelles élections annoncées pour le mois de Juin. Cette dissolution a été causée par le retrait du Parti Communiste Italien de la majorité parlementaire qu'il formait depuis un an avec la démocratie-chrétienne. En effet, bien qu'il soutenait le gouvernement au Parlement, et approuvait de ce fait toutes les mesures d'austérité prises par ce dernier contre les travailleurs italiens, le Parti Communiste n'avait pas pour autant accès aux postes gouvernementaux. C'est en quelque sorte pour exprimer son mécontentement, et faire sentir son poids dans la balance que le PCI a décidé de rompre la majorité parlementaire. Les électeurs se prononceront en juin pour ou contre l'entrée du PCI au gouvernement.

Mais le PCI n'a rien gagné à sa collaboration ouverte à la politique anti-ouvrière menée par la démocratie-chrétienne. Peut-être même bien au contraire s'est-il déconsidéré aux yeux d'une partie de son électorat. Cela, les élections le montreront. En tout cas, il a vu ses effectifs stagner, sinon régresser, dans la dernière période. Mais s'il n'a pas réussi malgré sa coopération étroite avec le gouvernement ANDREOTTI, à obtenir l'accès aux postes gouvernementaux qu'il espérait, il aura par contre contribué par sa politique de collaboration de classe, à renforcer l'attaque de la bourgeoisie italienne contre le niveau de vie des travailleurs.

PARIS : UN DE NOS VENDEURS POURSUIVI EN JUSTICE

Le samedi 24 Mars, comme d'habitude à Paris au quartier Barbès, plusieurs militants de diverses organisations antillaises proposent leurs journaux aux passants.

Cela n'est sans doute pas du goût de deux policiers qui contrôlent l'identité de deux vendeurs, mais doivent les laisser repartir devant l'affluence et le mécontentement des passants. Mais ils reviennent quelques minutes plus tard et arrêtent un militant de Combat Ouvrier, qui sa vente terminée s'apprêtait à partir. Il s'agit de Divialle Emmanuel, ouvrier plombier et ex-candidat sur la liste de Lutte Ouvrière aux élections législatives de Mars 1978. Ils l'emmènent au poste et projettent de le faire passer devant le tribunal pour «outrages à agent». Notre camarade ne sera relâché que le dimanche 25 au soir. Mais il demeure inculpé et son procès prévu pour le 3 Mars aura lieu finalement dans 2 mois.

Une telle attitude de la police doit être dénoncée. Ces messieurs s'arrogent le droit de contrôler l'identité des travailleurs, de les arrêter et de les faire juger par la justice, et tout cela sans qu'ils aient de compte à fournir à qui que ce soit. Les policiers se montrent d'autant plus arrogants qu'ils estiment que personne ne viendra leur demander des comptes, s'agissant plus particulièrement des Antillais qui vivent en France.

Nous avons remarqué plus particulièrement une recrudescence de ces tracasseries à l'égard de nos camarades en France après la sortie de notre hebdomadaire. Mais cela ne nous empêchera pas, bien au contraire, de diffuser nos idées, partout où des travailleurs auront envie de les lire et d'en discuter.

COMBAT OUVRIER

Directeur de publication :
G. BEAUJOUR

Adresser
toute correspondance :
ANTILLES :
Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
(GUADELOUPE)
ou B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
(MARTINIQUE)
FRANCE :
Combat Ouvrier
B.P. 80
93302 AUBERVILLIERS
Cédex

Impression
CIF Pointe-à-Pitre
Commission paritaire
N° 51728